

COUR D'APPEL DE NÎMES

CHAMBRE CIVILE
Chambre 2 A

ARRÊT DU 27 MAI 2010

APPELANTE :

ARRÊT N° 09/02969

R.G : 09/02969

BN/DO

TRIBUNAL
D'INSTANCE DE
NÎMES
31 mars 2009

Le distributeur Y

représenté par la SCP CURAT- JARRICOT, avoués à la Cour
assistée de Me DELRAN, avocat au barreau de NÎMES

INTIME :

Distributeur Y

Monsieur D.

C/

Monsieur D.

représenté par la SCP M. TARDIEU, avoués à la Cour
assisté de Me Bertrand REDAUD, avocat au barreau de NÎMES

ORDONNANCE DE CLÔTURE rendue le 07 Avril 2010

COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DÉBATS :

Monsieur Bernard NAMURA, Conseiller, après rapport, a entendu les plaidoiries en application de l'article 786 du code de procédure civile, sans opposition des avocats, et en a rendu compte à la Cour lors de son délibéré.

COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DÉLIBÉRÉ :

Monsieur Jean-Loup OTTAVY, Conseiller faisant fonction de Président
Monsieur Bernard NAMURA, Conseiller
Mme Anne-Marie HEBRARD, Conseiller

GREFFIER :

Madame Mireille DERNAT, Greffier, lors des débats et du prononcé de la décision

DÉBATS :

à l'audience publique du 08 Avril 2010, où l'affaire a été mise en délibéré au 27 Mai 2010

Les parties ont été avisées que l'arrêt sera prononcé par sa mise à disposition au greffe de la cour d'appel ;

ARRÊT :

Arrêt contradictoire, prononcé publiquement et signé par Monsieur Bernard NAMURA, Conseiller, en l'absence du Conseiller faisant fonction de Président légitimement empêché, le 27 Mai 2010, date indiquée à l'issue des débats, conformément aux dispositions des articles 452 et 456 du code de procédure civile, par mise à disposition au greffe de la Cour

- Il convient au préalable de rappeler que le 21 avril 2008 Monsieur D. faisait assigner Y devant le Tribunal d'Instance de NIMES en exposant qu'il avait reçu le 4 février 2008 un courrier l'informant qu'un technicien avait constaté le 4 décembre 2007 une manipulation frauduleuse sur le réseau électrique concernant son appartement sis [...], qu'il avait contesté cette allégation mais X l'avait menacé d'une coupure de fourniture d'électricité en lui demandant de régler un redressement de 3.416,36 euros pour la période du 5 décembre 2002 au 5 décembre 2007.

- Monsieur D. demandait au Tribunal de juger qu'Y ne pouvait rompre unilatéralement le contrat, avant dire droit de dire n'y avoir lieu à suspension du contrat, d'ordonner la communication de tous éléments concernant la prétendue fraude et subsidiairement une mesure d'instruction. Il sollicitait paiement de 5.000 euros de dommages-intérêts et de 800 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile outre les dépens.

- Il répliquait au défendeur que le plomb gauche était cassé et que le droit, prétendument maquillé, existait depuis toujours et n'avait jamais fait l'objet de remarques lors de précédents contrôles ou relevés.

De plus les consommations après installation du nouveau compteur étaient sensiblement équivalentes à celles antérieures.

- Le distributeur Y demandait au Tribunal au visa des conditions générales de vente et des articles 1582 et 2277 du Code Civil de rejeter les demandes de Monsieur D. et de le condamner au paiement de 2.975,58 euros, aux entiers dépens et au paiement de 700 euros au titre de l'article 700.

- La défenderesse faisait valoir que le procès-verbal de constat du 4 décembre 2007 établissait que le compteur ne pouvait qu'avoir été manipulé pour diminuer la mesure de la consommation électrique, et que le redressement pratiqué avait été établi conformément à l'article 6.4 des conditions générales en comparant l'historique réel de Monsieur D. et celui d'un client présentant les mêmes caractéristiques sur la période du 29 novembre 2004 au 5 décembre 2007.

- Le fournisseur X intervenu volontairement à l'instance en sollicitait acte.

- A titre principal X demandait au Tribunal de dire qu'elle avait émis la facture de redressement en fonction des éléments transmis par le distributeur Y, de condamner Monsieur D. à payer à X la somme de 3.416,36 euros TTC au titre de la facture de redressement du 26 février 2008 une expertise étant inutile, de débouter Monsieur D. et de le condamner au paiement de la somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile en sus des entiers dépens.

- A titre subsidiaire X sollicitait la condamnation du demandeur au paiement de la somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 en plus des entiers dépens.

- Le fournisseur X faisait valoir qu'elle intervenait en qualité de fournisseur émettant la facture et supportant le risque d'impayé en cas de fraude ; elle avait émis la facture en fonction des éléments fournis par Y distributeur et était fondée à demander paiement de 3.416,36 euros TTC au titre de la facture de redressement du 26 février 2008.

- Par jugement prononcé le 31 mars 2009 acte a été donné à X de son intervention volontaire, les sociétés Y et X étant déboutées de leurs demandes et condamnées aux dépens.

Les parties ont été déboutées du surplus de leurs demandes.

- En substance le Tribunal a jugé que les éléments analysés contredisaient les arguments de Y et de X relatifs à une manipulation frauduleuse du compteur et à l'existence d'une consommation impayée par Monsieur D.

En outre la demande de celui-ci en matière de rupture unilatérale de contrat a été déclarée sans objet en raison de la résiliation de son abonnement en janvier 2009 en cours d'instance ; Monsieur D. a été débouté de sa demande de dommages-intérêts à défaut de justification d'un préjudice.

- Seul le distributeur Y a relevé appel, par déclaration au Greffe du 1^{er} juillet 2009 ; par voie de conclusions signifiées le 16 novembre 2009 l'appelante conclut à la réformation du jugement et au rejet des prétentions de l'intimé Monsieur D.

- Elle sollicite, comme en première instance au visa des conditions générales de vente et des articles 1582 et 2277 du Code Civil, la condamnation de l'intimé à lui payer une somme de 2.975,58 euros avec intérêts légaux à compter de la facturation du 27 juin 2008 et en toute hypothèse de la date de l'audience de première instance (3 février 2009).

- Elle réclame paiement de 700 euros au titre des frais irrépétibles en sus des entiers dépens à supporter par l'intimé.

- L'intimé a conclu le 20 janvier 2010 à la confirmation du jugement entrepris et étant jugé qu'Y ne pouvait rompre unilatéralement un contrat sans respecter le principe du contradictoire.

Enfin Monsieur D. a sollicité l'octroi d'une somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile en plus des dépens à supporter par l'appelante.

- Pour plus ample exposé il est expressément référé aux conclusions susvisées régulièrement échangées dans le cadre de la mise en état clôturée par ordonnance du 7 avril 2010.

SUR CE

- Attendu qu'à l'examen il apparaît que l'appelante ne fait en substance que reprendre un argumentaire déjà écarté en première instance par des motifs procédant d'une appréciation des éléments de la cause non utilement contredite en cause d'appel ;

- Attendu qu'hormis l'absence de moyens véritablement nouveaux ou d'éléments de preuve autres que ceux déjà versés aux débats du 3 février 2009 force est de constater à l'instar du premier juge que le compteur litigieux qui n'a été remplacé qu'en décembre 2007 était plus que vétuste ; que pour autant cet état n'avait suscité aucune observation lors des contrôles ou relevés successifs au cours de la période triennale (2004/2007) non prescrite visée par le redressement sollicité par l'appelante ;

- Attendu qu'il importe de rappeler que la fraude ne se présume pas et en l'espèce la simple présomption tirée du constat dressé le 4 décembre 2007 n'est pas étayée par l'analyse des facturations produites à laquelle il n'y a pas lieu de substituer une quelconque reconstitution ;

- Attendu qu'à cet égard il a déjà été exactement relevé que les consommations facturées du 31 décembre 2003 au 4 octobre 2007 correspondaient pour celles facturées sur estimation à celles facturées sur relevé au 31 décembre 2003 et au 30 novembre 2004, et à celles facturées

sur une facture rectificative du 20 juillet 2007 annulant une facturation de 1.588,09 euros ; qu'en outre une augmentation significative de consommation n'apparaissait qu'à compter de la facture du 28 novembre 2007 établie au moyen d'un relevé antérieur au changement de compteur ; que de surcroît l'examen de la consommation postérieure au remplacement du compteur faisait ressortir une consommation comparable à celle relevée en novembre 2007 avant remplacement ;

- Attendu que toutes autres considérations s'avérant inopérantes en matière de preuve la décision entreprise recevra confirmation à défaut de cause de réformation établie ;

- Attendu qu'en l'état de sa succombance l'appelante supportera comme de droit les dépens afférents à son recours ; que toutefois l'application de l'article 700 du Code de Procédure Civile n'est pas justifiée ;

Qu'enfin il a déjà été signifié à l'intimé que sa demande en matière de rupture contractuelle était dépourvue d'objet ;

PAR CES MOTIFS,

LA COUR :

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort,

- Confirme le jugement dont appel.

- Condamne Y aux dépens d'appel distraits au profit de la SCP M. TARDIEU, avoué.

- Rejette toutes demandes plus amples ou contraires y compris d'application de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Arrêt signé par Monsieur NAMURA, Conseiller, par suite d'un empêchement du Conseiller faisant fonction de Président et par Madame DERNAT, Greffier.

LE GREFFIER,

LE CONSEILLER,

